



Caen. Lycée Victor-Hugo : les options facultatives menacées



Les élèves engagés dans des options proposées par le lycée ont répondu à l'appel de leurs professeurs. Ouest-France

Professeurs, parents et élèves sont venus faire entendre leurs voix, jeudi 25 juin 2020, devant le lycée Victor-Hugo à Caen. Cette manifestation fait écho à l'annonce d'une réduction de 36 heures de cours.

Pourquoi ? Comment ?

Pourquoi la manifestation a-t-elle eu lieu ?

Une soixantaine de manifestants se sont réunis devant le lycée Victor-Hugo de Caen, ce jeudi 25 juin 2020, à 17 h. Parmi eux, des professeurs, des élèves et leurs parents qui contestent un projet de suppression de 36 heures de cours en classe de première,

envisagé par le rectorat de Caen pour la rentrée prochaine. Le rassemblement s'est organisé à la hâte dans la journée.

Pourquoi le rectorat souhaite-t-il cette suppression ?

Les dotations horaires attribuées aux établissements varient selon le nombre d'élèves par niveau. Le lycée Victor-Hugo était déjà descendu en dessous des 245 élèves pour ses classes de terminale, entraînant la suppression de 52 heures de cours au mois de février. Cette fois, ce sont les classes de première qui sont concernées. Passant, à leur tour sous le niveau des 245 élèves, le rectorat a ainsi calculé une nouvelle diminution horaire des emplois du temps.

Que peuvent être les conséquences ?

Cette suppression entraînerait la disparition des enseignements optionnels proposés par l'établissement. À savoir : le grec moderne, le portugais, le suédois, le latin et le théâtre. Les dédoublements qui concernent, par exemple, les travaux pratiques pourraient aussi être impactés. Des enseignantes comme Élise Devieille, professeure de suédois, ou Athanasie Skodriani, professeure de grec moderne, pourraient ainsi perdre leur emploi. En effet, ces langues rares offrent peu de postes à pourvoir en France. Les élèves engagés dans ces options perdraient ainsi des heures de cours.

Quelle sera la suite ?

Le conseil d'administration du lycée, qui devait se prononcer sur ce projet à 17 h 30, n'a pas pu se tenir. Pour cause, plus de la moitié des trente membres a décidé de boycotter la réunion pour faire savoir son désaccord. Une phase de dialogue et de négociation devrait s'engager entre le proviseur Laurent Macrel et le rectorat. Les enseignants présents sur place n'ont pas exclu de continuer à faire entendre leur mécontentement. « **Nous ne lâcherons rien** », a fustigé Stéphanie Robledo, en charge de l'option théâtre.

Thibaud HUE.